

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VOID VAUCOULEURS
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 21 mars 2024

Envoyé en préfecture le 25/03/2024

Reçu en préfecture le 25/03/2024

Publié le

ID : 055-200066157-20240321-39_2024-DE

Objet : Classement dans le domaine public de la parcelle AK 151 avec transfert à la ville de Commercey et convention de servitude avec la Région

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-et un mars, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le 16 mars deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, GENARD Angélique, KIEFER Sandrine, LEFEVRE Jérôme, LEMOINE Olivier, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : FAVE Francis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon** : ROCHON Sylvie, THIRY Nathalie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Commercy** : CAHU Gérald, DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laëticia ; **Euville** : FERIOLI Alain ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sépigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, LECLERC Madeleine, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier

Pouvoirs ont été donnés à :

SOLTANI Denis de FERIOLI Alain, GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine, WAGNER Dominique de PETITJEAN Joël, KIEFER Sandrine de REYRE Benoit, THIRY Nathalie de JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie de GAUCHER Alain, LECLERC Francis de LIGIER Jean-Pierre

Secrétaire de séance : POTIER Rémi

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 46

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de suffrages exprimés : 53

VOTES : Pour : 53 - Contre : 0 - Abstention : 0

**Objet : Classement dans le domaine public de la parcelle AK 151
Commercy et convention de servitude avec la Région**

Envoyé en préfecture le 25/03/2024
Reçu en préfecture le 25/03/2024
Publié le
ID : 055-200066157-20240321-39_2024-DE

21/03/2024 Délibération n°39-2024

La Communauté de Communes est propriétaire d'un ensemble de logements avec parking et voirie situés impasse Heurtebise (AK 151, AK 148, AK 636, AK 147).

La Région est propriétaire d'un bâtiment « Logements de fonction du Lycée Vogt de Commercy » situé sur le site Montplaisir – proche de l'avenue Voltaire. Ce bâtiment, se situant sur un point haut de ce site, se trouve être à proximité immédiate des bâtiments appartenant à la communauté de communes.

La Région souhaiterait préparer une démarche d'aliénation de ce bâtiment à moyen terme et voir dans quelle mesure une servitude de passage et de réseaux (eau) pourrait être accordée à la Région à travers la propriété de l'intercommunalité afin de bénéficier d'un accès à la voie publique direct.

L'impasse Heurtebise (AK 151) est classée dans le domaine privé de la communauté de communes.

La commune de Commercy est favorable au transfert de l'impasse dans son domaine public avec reprise des réseaux.

Les biens du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles (articles L. 3111-1 du CG3P et L. 1311-1 du CGCT). Il existe toutefois une dérogation à ce principe, dans le cadre des cessions et échanges du patrimoine relevant du domaine public entre personnes publiques (article L. 3112-1 du CG3P), sans qu'il soit procédé à un déclassement préalable, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert.

Il est proposé de classer cette parcelle dans le domaine public de la communauté de communes engendrant un transfert dans le domaine public de la Commune, cette voirie n'étant pas définie comme voirie d'intérêt communautaire et relevant de la compétence de la commune.

La procédure de transfert et d'affectation dans les domaines publics routiers communal et intercommunal doit faire l'objet d'un arrêté conjoint.

Conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière, le classement dans le domaine public peut être prononcé sans enquête publique préalable, lorsque ce classement n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Compte tenu de l'utilisation actuelle de la parcelle concernée en voirie, ce classement n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Les parcelles AK 636 et AK 148 étant affectées aux logements Heurtebise, elles resteront dans le domaine privé de la communauté de communes.

Il est proposé d'autoriser le Président à signer avec la Région une convention de servitude de passage et de réseaux d'eau afin de permettre un accès direct à la voie publique du logement de fonction situé sur le site Montplaisir.

Le Conseil Communautaire,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L141-3

Vu la demande de la Région ;

Vu le plan présenté ;

- Envoyé en préfecture le 25/03/2024
Reçu en préfecture le 25/03/2024
Publié le 25/03/2024
ID : 055-200066157-20240321-39_2024-DE
- **DECIDE** de classer dans le domaine public la parcelle AK 151 engendrant un transfert dans le domaine public de la ville de Commercy (délibération n° 2024-03-21-39_2024-DE) ;
 - **AUTORISE** la cession de domaine public à domaine public entre la Région de Lorraine et la Commune de Commercy de la parcelle AK 151 avec la reprise des réseaux par la commune ;
 - **AUTORISE** le Président à signer avec la commune l'arrêté de transfert correspondant ou tout document relatif à ce dossier,
 - **AUTORISE** le Président à signer avec la Région une convention de servitude de passage et de réseaux d'eau sur les parcelles AK 636 et AK 148 ; Les frais notariés ou tout autre frais relatifs aux servitudes seront supportés par la Région. La Région devra remettre en état les parcelles après passage des réseaux.
 - **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 16/03/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.